

Assurance Voyage

Document d'information sur le produit d'assurance

Compagnie : AREAS Dommages N° Siren : 775 670 466

Société d'assurances mutuelle à cotisations fixes immatriculée en France et régie par le code des assurances

Produit : « Assurance Multirisques locations saisonnières »



Ce document d'information présente un résumé des principales garanties et exclusions du produit. Il ne prend pas en compte vos besoins et demandes spécifiques. Vous trouverez l'information complète sur ce produit dans la documentation pré contractuelle et contractuelle.

De quel type d'assurance s'agit-il ?

Le contrat « Multirisque locations saisonnières » a pour objectif de couvrir l'Assuré en garanties d'assurance et d'assistance dans le cadre de ses locations saisonnières de loisirs uniquement dont les dates, destination et le coût figurent sur la facture délivrée au souscripteur par le prestataire et dont la durée n'excède pas 90 jours consécutifs.



Qu'est-ce qui est assuré ?

✓ Annulation de séjour : remboursement des acomptes ou toute somme conservée par le prestataire en cas d'annulation complète de la location pour cause de :

- Maladie, accident ou décès,
- Autres clauses d'annulation.

✓ Annulation en cas de manque de neige

✓ Frais d'interruption de séjour : remboursement des prestations terrestres non utilisées de retour anticipé.

✓ Arrivée tardive de plus de 24h

✓ Responsabilité civile du locataire y compris responsabilité civile des biens mobiliers confiées

✓ Matériel de sport : location de matériel en cas de bris ou vol du matériel personnel

✓ Assistance - rapatriement y compris frais de secours sur piste, recherche et sauvetage



Qu'est-ce qui n'est pas assuré ?

- ✗ de maladie nécessitant des traitements psychiques ou psychothérapeutiques y compris les dépressions nerveuses n'ayant pas nécessité une hospitalisation de 3 jours minimum au moment de l'annulation du voyage ;
- ✗ Les complications dues à l'état de grossesse survenant après le 6^{em} mois de grossesse et dans tous les cas, la grossesse, l'interruption volontaire de grossesse, l'accouchement, les fécondations in vitro et leurs conséquences
- ✗ de maladie ou accident ayant fait l'objet d'une première constatation, d'une rechute, d'une aggravation ou d'une hospitalisation entre la date d'achat du voyage et la date de souscription du contrat d'assurance ;
- ✗ de grèves et actions des préposés de l'organisateur du voyage et/ou de l'adhérent, et/ou ayant commencé avant la date d'effet du contrat ou pour lesquelles un préavis, rendu public, avait été déposé avant cette date ;
- ✗ de la défaillance de toute nature, y compris financière, de l'organisateur de votre voyage ou du transporteur rendant impossible l'exécution de ses obligations contractuelles.



Y a-t-il des exclusions à la couverture ?

Les principales exclusions du contrat

- ! Des épidémies, des catastrophes naturelles et de la pollution ;
- ! Des conséquences et/ou événements résultant : de la guerre civile ou guerre étrangère, d'émeutes, de mouvements populaires, d'une grève, d'un attentat et d'un acte de terrorisme,
- ! Des conséquences de la participation volontaire de l'Adhérent à un crime, un délit, une émeute ou une grève sauf cas de légitime défense
- ! D'usage abusif de médicament ou usage de stupéfiants non prescrits médicalement, et de dommages consécutifs à la consommation d'alcool par l'Adhérent
- ! Des accidents/dommages et leurs conséquences causés ou provoqués intentionnellement par l'Adhérent et les personnes voyageant avec l'Adhérent
- ! De la pratique du sport à titre professionnel ;
- ! De l'absence d'aléa ; ! Les guerres civiles ou étrangères, les émeutes, les mouvements populaires,

Le contrat comporte par ailleurs certaines restrictions. Une somme indiquée au contrat peut rester à la charge de l'assuré (franchise).



Où suis-je couvert(e) ?

Les garanties s'appliquent dans le monde entier.



Quelles sont mes obligations ?

Sous peine de nullité du contrat d'assurance ou de non garantie :

- Lors de la souscription du contrat
 - Régler la cotisation indiquée au contrat.
- En cas de sinistre
 - Transmettre les documents nécessaires en cas de demande d'indemnisation.



Quand et comment effectuer les paiements ?

- Les primes sont payables selon les modalités précisées lors de l'adhésion et dans les Dispositions Générales et Particulières.



Quand commence la couverture et quand prend-elle fin ?

- La durée de validité de toutes les garanties correspond aux dates de voyage indiquées sur la facture délivrée par le prestataire avec une durée maximale de 90 jours consécutifs,
- La garantie « Annulation de séjour » prend effet le jour de la souscription au contrat et expire le jour du départ en voyage,
- Les autres garanties d'assurance et prestations d'assistance prennent effet le jour du départ et expirent le jour du retour du voyage.



Comment puis-je résilier le contrat ?

- L'adhérent a le droit de se rétracter de son adhésion si l'adhésion a été achetée plus de 30 jours avant la date de départ et si la période de couverture est supérieure à un mois, avec effet immédiat dès la notification de la rétractation. Dans ce cas, vous pouvez vous rétracter dans un délai de 14 jours à compter de la date de début de l'adhésion.
- Le contrat prend fin à sa date d'expiration sans tacite reconduction et ne nécessite pas de démarche particulière pour être résilié à échéance.



Réservez sereinement,
plus d'imprévus
pour vos séjours !



ASSURANCE SÉJOUR
La garantie d'être remboursé en cas d'imprévu !

ASSUR LODGE
Contract no. 102 92 73

REF.: 20- ASL- pack LP2M



ASSUR LODGE**Contract no. 102 92 73****REF.: 20- ASL- pack LP2M**

A collective insurance policy contract with optional individual membership, taken out through the intermediary

Gritchen Affinity, a broker manager - a simplified joint-stock company with a capital of 10,000 euros, registered with the Commercial and Companies Register of Bourges under no. 529 150 542, whose registered office is located at 27 rue Charles Durand - 18000 Bourges, VAT no.: FR78529150542 - an insurance brokerage company under no exclusivity agreement (list of partner insurance companies available on simple request), regulated by the ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, the French Prudential Supervisory Authority), 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09, and registered with ORIAS (the French Register of Insurance Intermediaries) within the category of Insurance Broker, under no. 11061317 (www.orias.fr) - providing Professional Indemnity and Financial Cover in accordance with articles L. 512-6 and L. 512-7 of the French Insurance Code - Subsidiary of the company GROUPE GRITCHEN ASSURANCES HOLDING, a simplified joint-stock company with a capital of 2,312,218.80 euros, registered in the Commercial and Companies Register of Paris under no. 799 320 726, whose registered office is located at 21 avenue de Messine 75008, Paris.

With **Aréas Dommages**, a fixed contribution mutual insurance company registered with the Commercial and Companies Register of Paris under no. 775 670 466, whose registered office is located at 47-49 rue de Miromesnil 75380 Paris (hereinafter referred to as 'the Company')

SHORT-TERM SEASONAL RENTALS - SUMMARY OF COVER

TYPE OF COVER	COVER LIMIT AND EXCESS
CANCELLATION Serious illness, serious bodily injury or death	Maximum compensation of €20,000/case No excess
Serious damage from fire, explosion or water damage Complications due to pregnancy Contraindication and consequences of vaccination Redundancy or contractual termination Summons before a court, only in the following cases: <ul style="list-style-type: none"> - Summons for the adoption of a child - Summons to retake an exam - Summons for an organ transplant Theft in professional or private premises Serious damage to the renter's vehicle Impediment to the renter of reaching the holiday destination by road, rail, air or sea Work transfer Refusal of visa by the country's authorities	Excess of 3% of the claim amount With a minimum excess of €30/case
Acquiring a job Divorce or separation of a civil partnership Theft of renter's identity card, driver's licence or passport Cancelling or changing the dates of your or your partner's paid holiday leave in effect or due to a law imposed by your employer	Excess of 20% of the claim amount Minimum of €70/case
CANCELLATION DUE TO LACK OF OR EXCESS SNOW Partial (minimum 70%) or total closure of the ski area (stations situated or located over 1,200 metres)	Maximum compensation of €20,000/case 5% excess - a minimum of €50/case
TRIP INTERRUPTION Where activity is interrupted	Maximum compensation of €20,000/case Maximum of €500/case Excess of 1 day
LATE ARRIVAL Late arrival of more than 24 hours	1-day excess Maximum 3 days refundable
The renter's CIVIL LIABILITY WHILE ON HOLIDAY Rental civil liability following fire, explosion or water damage <ul style="list-style-type: none"> - Limit of cover per Claim and per duration of rental agreement of the Rented property €1,500,000 - Where help has been sought from neighbours and Third parties €450,000 - Where there has been a loss in rent and deprivation of use €50,000 	Excess of €200

Civil liability towards 'entrusted moveable property'

- Limit of cover per Claim and per duration of rental agreement of the Rented property subject to rate of wear and tear	€3,000
- Moveable assets with no invoice	€200 Excess of €50

SPORTS EQUIPMENT

Equipment rental in the event of breakage or theft of personal equipment

Maximum compensation of €400/rental

THERAPY TRIP EXTENSIONS

Purchase of exclusion and extension of cancellation/interruption cover

Maximum compensation of €20,000/case

REPATRIATION ASSISTANCE

Medical repatriation

Extension of the hotel stay for a relative of the insured

Presence of a relative if hospitalised for more than 7 days

Expenses for repatriation of the body in the event of death

Funeral expenses

Return of family members in the event of the insured's death

Early return

Medical expenses abroad

Excess of medical expenses abroad

Additional medical expenses in France

Excess of medical expenses in France

Assistance for minor children

Cost of emergency and search and rescue services, including ski piste emergency costs (*first aid and secondary emergency assistance*)

Advance payment of funds

Replacement driver

Legal assistance

Advance of cost of bail

Actual costs

€70/night with a maximum of 10 nights

Round-trip ticket and €70/night - maximum of 10 nights

Actual costs

€2,500/person

One-way return ticket

One-way return ticket

€30,000/person

€50/person

€1,000

€30/person

Round-trip ticket

€4,000/Person, Total per event: €8,000

€1,500/person

Salary and expenses

€5,000/person

€10,000/person

REIMBURSEMENT TO THE PROPERTY OWNER

Cancellation from the lessee:

- Reimbursement of the balance due in the event of cancellation from the lessee

Reimbursement of the balance, maximum €15,000, within a maximum of 75% of the rental amount. For THERAPY trips, Excess is 10% of the amount of the Reimbursement balance, maximum €15,000

Re-letting fees:

- Partial re-letting following a cancelled trip
- Total re-letting following a cancelled trip
- Re-letting following damages to the rented property

50% of the re-letting

30% of the balance

25% of the initial lease

UNAVAILABILITY OF THE RESERVED PROPERTY

Payment to the lessee of the amount of the deposit or down payment

Maximum of 10,000 euros

DAMAGE TO THE OWNER'S PROPERTY

Theft, vandalism and unintentional damage occurring during the lease

**Maximum compensation of €3,000 minus the security deposit
€30 Excess**

CONTRACTUAL DOCUMENTS

This insurance contract is governed by:

The French Insurance Code

These Terms and Conditions

The agreement of cover submitted by your rental agency, which serve as special conditions

1. CANCELLATION COVER

Article 1.1 / NATURE AND SCOPE OF COVER

We cover the reimbursement of cancellation fees invoiced by the organiser of the holiday in accordance with their Terms and Conditions of Sale when this cancellation, notified by any written means BEFORE THE DATE OF ARRIVAL at the holiday destination, is the result of the occurrence, after taking out this insurance, of one of the following events:

- Serious illness, serious accident or death, including relapse, aggravation of a chronic or pre-existing disease, as well as the consequences of such, and the consequences of an accident that occurred prior to taking out the insurance suffered by yourself, your spouse or de facto partner, your ascendants or descendants up to the 2nd degree, fathers-in-law, mothers-in-law, stepfathers, stepmothers, sisters, brothers, stepbrothers, stepsisters, sons-in-law, daughters-in-law, your legal guardian or a person who habitually resides under your roof, and the person accompanying your during your trip as mentioned and insured within this contract.
- The death of your uncles, aunts, nieces and nephews.

- Serious damage caused by fire, explosion, water damage or forces of nature to your professional or private premises and which imperatively requires your presence in order to take the necessary protective measures.
- Serious illness, serious accident or death, including relapse, aggravation of a chronic or pre-existing disease, as well as the consequences of such, and the consequences of an accident that occurred prior to taking out the insurance suffered by your professional replacement as mentioned when taking out the insurance, the person in charge of caring for your minor children during your trip, or a person with a disability for whom you are the legal guardian who is living under the same roof as you, provided you are the legal guardian.
- Complications due to the pregnancy of one of the persons participating in the holiday and insured within this contract.
- Contraindications and consequences of vaccination occurring to one of the persons participating in the holiday and insured within this contract.
- Redundancy or contractual termination of yourself or your spouse or de facto partner insured by this

same contract on the condition that the procedure had not been initiated prior to taking out the insurance.

- Summons before a court, only in the following cases: In the jury or as a witness, or if appointed as an expert, provided that you are summoned on a date that coincides with the period of travel.
- Summons for the adoption of a child, provided that you are summoned on a date that coincides with the period of travel.
- Summons to retake an exam following an unidentified setback at the time of booking the holiday or taking out the insurance (higher education only), provided that the aforementioned exam takes place during the holiday.
- Summons for an organ transplant for yourself, your spouse or de facto partner or of one of your 1st-degree ascendants or descendants.
- Serious damage caused by fire, explosion, water damage or forces of nature to your professional or private premises and which imperatively requires your presence in order to take the necessary protective measures.
- Theft within your professional or private premises provided that the significance of this theft requires your presence and that the theft occurs within 48 hours prior to your departure.
- Serious damage to your vehicle **in the 48 working hours prior to the 1st day of your trip** and insofar as the vehicle cannot be used to travel to the holiday destination.
- Impediment to you reaching the holiday destination by road, rail, air or sea, on the day of departure due to:
 - blockades issued by the Government or a local authority,
 - traffic accidents during the necessary journey to your intended holiday destination, the

damage of which causes your vehicle to be taken out of service, as justified by the expert's report.

- Obtaining a role as an employee for a period of **more than 6 months** taking effect before and during the planned holiday dates, while you were registered as a job seeker with your career centre on the day of registering for your holiday and provided that it is not a case of extension or contract renewal, or an allocation provided by a temporary work company. **Excess of 25% of the claim amount with a minimum of €70 per case.**
- Your separation (marriage or civil partnership): In the event of divorce or separation (in the case of a civil partnership), provided that the proceedings were initiated in the courts after booking your holiday and upon presentation of an official document. **Excess of 25% of the claim amount with a minimum of €70 per case.**
- Theft (with a complaint filed with the supporting police station) of your identity card, driver's licence or passport within the 5 working days prior to your departure, which prevents you from fulfilling the travel formalities with the relevant authorities. **Excess of 25% of the claim amount with a minimum of €70 per case.**
- **Canceling or changing the dates of your or your spouse's or de facto partner's paid holiday leave, imposed by your employer** for a legitimate reason or due to exceptional circumstances and as officially granted by the latter in writing before registering for the holiday; this document from the employer will be required. **This cover does not apply to company directors, self-employed professionals, artisans and those employed on a temporary basis in the entertainment industry, nor does this cover apply in the event of a change in employment. Excess of 25% of the claim amount with a minimum of €70 per case.**
- **Work transfer that requires a house move**, imposed by your superiors, having not been subject to a request on your part and on the condition that the transfer was not yet known about at the time of

taking out the Insurance. This cover is granted to salaried employees, with the exclusion of members of a self-employed profession, managers, legal representatives of a company, self-employed workers, artisans and those employed on a temporary basis in the entertainment industry. **You remain responsible for an excess of 25%.**

- Refusal of visa by the country's authorities on the condition that no request was previously refused by these authorities for the same country. A supporting document from the embassy will be required.

Activity Holidays cover:

Compensation for activity services in the event of the departure of the insured. In the event of illness or accident of the insured, as confirmed by a medical doctor, which prevents the insured from practising the activity for which they registered and which is the main purpose of the activity holiday, the Company will compensate the insured for the amount of the activity services, with a maximum of 50% of the total amount of the trip if the insured decides to go on the trip. The services must be detailed on an invoice provided by the organiser of the trip;

Amendment fees extension:

In the event of changing the dates of your trip due to a reason listed above, we shall reimburse you for the expenses incurred by extending the dates of the trip, covered contractually as provided for in the conditions of sale. In any case, the amount of this compensation will not be superior to the amount of the cancellation fees requested on the date of the occurrence of the event which caused the change.

Cover for cancellations and changes cannot be combined.

When renting, the cancellation cover is granted on the condition that the rental is totally vacated.

Article 1.2 / EFFECT AND DURATION OF THE COVER

Provided that the insured has already paid the corresponding premium, the cover will take effect from the moment of purchase or reservation of the holiday and will expire at the time of arrival at the holiday destination (date included in the Special Conditions), or

when the keys are handed over in the case of rentals for the trip covered by this policy.

However, for any cover taken out after the date of purchase and within the timeframe of 48 hours after booking the trip, a waiting period of 4 days during which no cover can take effect will be applicable from the date of taking out the insurance contract and the cover will only take effect at the end of this period.

Article 1.3 / LIMIT OF COVER

The compensation due in virtue of this cover cannot exceed the actual amount of the penalties invoiced, up to the amounts set in the summary of cover table, following the cancellation of the trip.

In any case, compensation cannot exceed the amounts set in the summary of cover table.

The administration fees, insurance premium, taxes including airport taxes (reimbursed by the carrier or any collecting body) and visa fees are non-refundable.

PLEASE NOTE:

If the insured cancels the trip late, the Company can only assume the cancellation fees payable on the date of occurrence of the event which caused the loss.

If cover is taken out after the appearance of a reason to cancel the trip and after the insured is aware of this reason, the latter will not be entitled to cover.

Article 1.4 / EXCLUSIONS

All cancellations for reasons other than the events listed in article 1, 'Nature and scope of cover', are excluded from this cover. Likewise, in addition to the exclusions provided for in the following General Provisions, the following cancellations are not covered:

- **Illnesses or accidents which have been the subject of an initial diagnosis, treatment, relapse, aggravation or hospitalisation between the date of booking the trip and the date of taking out this insurance contract;**
- **a non-stabilised illness which has been recognised or treated within the 30 days prior to the trip reservation being made;**
- **any event occurring between booking the trip and taking out the insurance contract;**
- **the death of a parent which takes place more than one month prior to the date of departure;**
- **an atypical pneumonia or severe acute respiratory syndrome (SARS), avian influenza or**

A-H1N1 flu, as well as any pandemic or epidemic recognised by national or international health organisations;

- **aesthetic treatment, therapy, voluntary interruption of pregnancy, in vitro fertilisation and its consequences, artificial insemination and its consequences, pregnancy;**
- **the late application for a visa to the relevant authorities, the refusal of a visa, passport non-compliance and lack of vaccination;**
- **a psychiatric or mental or depressive illness without hospitalisation or resulting in hospitalisation of less than 3 days.**

2. CANCELLATION DUE TO LACK OF OR EXCESS SNOW

Article 2.1 / NATURE AND SCOPE OF COVER

In addition to the main cover provided for in these general terms and conditions, the Company covers, within the maximum time limits set in the summary of cover table above, the reimbursement of cancellation costs invoiced by the organiser of the trip in accordance with their Terms and Conditions of Sale when this cancellation, notified BEFORE DEPARTURE, is the result of the closure of the ski area, after taking out the insurance.

The partial or total closure of the ski area must be the result of a lack of snow or excess snow in the area.

This cover can only be considered following a snow report published by an accredited organisation concerning the ski resort in question if it subscribes to such a service or, if not, concerning the nearest ski resort.

It will be considered that there is a lack of snow in the winter sport's resort where the trip is taking place if, in the 48 hours prior to or following the planned start date of the trip, more than 70% of the skiable area is closed following the aforementioned snow report.

This cover can only be applied for ski resorts (*the start of skiable pistes*) at over 1,200 metres of altitude and only between the official opening and closing dates of the skiable area, including pre-opening periods.

Article 2.2 / EFFECT AND DURATION OF THE COVER

Provided that the insured person has already paid the corresponding premium, the cover will take effect from the moment of taking out this insurance contract and

will expire at the time of departure, or the handing over of the keys in the case of rentals.

However, for any cover taken out after the date of purchase or booking the trip, a waiting period of 4 days during which no cover can take effect will be applicable from the date of taking out the insurance contract and the cover will only take effect at the end of this period.

Article 2.3 / LIMIT OF COVER

The compensation due in virtue of this cover cannot exceed the actual amount of the penalties invoiced, up to the amounts set in the summary of cover table specific to this option, following the cancellation of the trip.

In any case, compensation cannot exceed the amounts set in the summary of cover table specific to this option.

The administration fees, insurance premium, taxes including airport taxes (reimbursed by the carrier or any collecting body) and visa fees are non-refundable.

PLEASE NOTE:

If the insured cancels the trip late, the Company can only assume the cancellation fees payable on the date of occurrence of the event which caused the loss.

If cover is taken out after the appearance of a reason to cancel the trip and after the insured is aware of this reason, the latter will not be entitled to compensation.

Article 2.4 / EXCESS

In all cases, the Company will compensate the insured minus the excess, the amount of which is specified in the summary of cover table specific to this option (in the case of a holiday rental, a single excess will be deducted regardless of the number of occupants).

Article 2.5 / EXCLUSIONS

In addition to the exclusions provided for in the following General Provisions, all cancellations for reasons other than the events listed in article 1 'nature and scope of cover' are not covered within this insurance.

3. TRIP INTERRUPTION COSTS

Article 3.1 / NATURE AND SCOPE OF COVER

If you have to interrupt the holiday covered by this contract, we undertake to reimburse you for the unused rental services as well as the potential cleaning costs of the rental, for which you cannot claim from the service provider the reimbursement, replacement or compensation, in the event you are forced to leave and return the rented premises to the owner as a result of:

- Serious illness, serious accident or death of yourself, your spouse or de facto partner, your ascendants or descendants up to the 2nd degree, fathers-in-law, mothers-in-law, stepfathers, stepmothers, sisters, brothers, stepbrothers, stepsisters, sons-in-law, daughters-in-law, your legal guardian or a person who habitually resides under your roof or the person accompanying you during your trip as mentioned and insured within this contract.
- Serious illness, serious accident or death of your professional replacement as mentioned when taking out the insurance, the person in charge of caring for your minor children during your trip, or a person with a disability for whom you are the legal guardian who is living under the same roof as you, provided you are the legal guardian.
- Serious damage caused by fire, explosion, water damage or forces of nature to your professional or private premises and which imperatively requires your presence in order to take the necessary protective measures.
- Theft in professional or private premises provided that the significance of this theft requires your presence.

When renting, the interruption cover is granted on the condition that the rental is totally vacated.

EXTENSION:

We will reimburse the insured on a pro rata temporis basis for non-refundable sports activity packages (lift passes, ski lessons, sports equipment rental, etc.) that have already been paid and not used when the insured has to interrupt the practice of this activity only in the event of an Accident prohibiting the practice of this sport, minus a one-day excess.

Article 3.2 / EXCESS

In all cases, the Company will compensate the insured minus the excess, the amount of which is specified in the summary of cover table.

Article 3.3 / LIMIT OF COVER

In any case, compensation cannot exceed the amounts set in the summary of cover table.

Article 3.4 / EXCLUSIONS

All cancellations for reasons other than the events listed in article 1, 'Nature and scope of cover', are excluded from this cover. Likewise, in addition to the general exclusions provided for in the following General Provisions, the following cancellations are not covered:

- illnesses or accidents which have been the subject of an initial diagnosis, treatment, relapse, aggravation or hospitalisation between the date of booking the trip and the date of taking out this insurance contract;
- a non-stabilised illness which has been recognised or treated within the 30 days prior to the trip reservation being made;
- any event occurring between the date of booking the trip and taking out the insurance contract;
- the death of a parent which takes place more than one month prior to the date of departure;
- an atypical pneumonia or severe acute respiratory syndrome (SARS, COVID), avian influenza or A-H1N1 flu, as well as any pandemic or epidemic recognised by national or international health organisations;
- aesthetic treatment, therapy, voluntary interruption of pregnancy, in vitro fertilisation and its consequences, artificial insemination and its consequences, pregnancy;
- a psychiatric or mental or depressive illness without hospitalisation or resulting in hospitalisation of less than 2 days.

4. LATE ARRIVAL

Article 4.1 / NATURE AND SCOPE OF COVER

If an unforeseeable event, unavoidable and beyond the control of the insured person, occurs during their outbound journey from the insured's domicile to the holiday destination and meaning that the insured cannot be present on the scheduled start date of the

covered holiday for more than 24 hours, the Company will compensate the insured up to the amount indicated in the summary of cover table.

In no case may the amount be higher than the trip cancellation fee.

This cover is granted on the condition that the insured has allowed sufficient time to travel to the holiday destination.

Article 4.2 / EXCESS

In all cases, the Company will compensate the insured minus the excess, the amount of which is specified in the summary of cover table.

Article 4.3 / LIMIT OF COVER

In any case, compensation cannot exceed the amounts set in the summary of cover table.

Article 4.4 / EXCLUSIONS

All late arrivals for reasons other than the events listed in article 1, 'Nature and scope of cover', are excluded from this cover.

Likewise, in addition to the general exclusions provided for in the following General Provisions, the following cancellations are not covered:

- any event occurring between the date of booking the trip and taking out the insurance contract;
- the late application for a visa to the relevant authorities, passport non-compliance and lack of vaccination.

5. THE RENTER'S CIVIL LIABILITY WHILE ON HOLIDAY

Article 5.1 / DEFINITIONS

Accident: Any sudden, unforeseen and external event to the Insured.

Insured/renter: The Renter, a natural person who is a party to the Rental agreement and named (surname, first name, address) on the Rental agreement - is an Insured, spouse of the Insured, the Insured's or the spouse's children as well as any other persons who take part with the Insured in the holiday covered by the Rental agreement.

Entrusted moveable asset: Any moveable property located within the Rented property and made available to the Insured during the term of the Rental agreement.

Property damage: Any deterioration or destruction of moveable or immovable property.

Personal injury: Namely, for accidental bodily injury to third parties.

Intangible damage: damage 'resulting from the deprivation of enjoyment of a right, interruption of a service rendered by a person or by a moveable or immovable property or loss of profit' as a consequence of personal and/or property damage.

Explosion: The sudden and violent action of gas or vapour pressure or depression.

Non-reducible excess: Portion of the compensation to be borne by the Insured in the event of a covered Loss.

Landlord/Rental company: A natural person or legal entity who makes the Rented property available to the Insured under the Rental agreement and party to the aforementioned contract.

Fire: Combustion with flames outside of a normal household.

Valuable item: Jewellery of any value, art, watches, carpets and tapestries worth more than €300.

Third party: Any person other than the Insured. Any Insured victim of consequential personal, property or intangible damage caused by another Insured (the Insured parties are considered third parties). Any natural person or legal entity excluding the Insured person, members of their family, persons accompanying them and their employees.

Depreciation: Impairment of the value of the Rented Property and entrusted Moveable asset in comparison with an identical new item.

Complaint: Accountability of the Insured by the Landlord/Rental company.

Loss/Claim: Damage or set of damages caused to the Landlord/Rental company resulting from a detrimental event and having been the subject of a Complaint. All damages arising from the same harmful event, regardless of how they are spread out over time, constitute one single Claim.

Article 5.2 / NATURE AND SCOPE OF COVER

The occupant renter's Civil Liability

The cover is granted exclusively:

- if the occupant renter is a resident of European zone
- if the duration of the rental agreement does not exceed 90 days

This cover applies exclusively if the insured does not benefit from civil liability cover through another valid insurance contract on the day of occurrence of the detrimental event that is likely to incur financial consequences.

Rental liability

What is covered:

Financial consequences of civil liability that the renter may incur in respect of the owner for

- Property damage caused to the Rental Property as well as personal injury to third parties, as a result of a Fire, Explosion or water damage which originated in the Rental Property occupied by the Insured.
- Property damage caused to neighbours and Third parties following a Fire, Explosion or water damage, which originated in the Rental Property occupied by the Insured and which the Owner is required to compensate.
- Intangible damages caused to the owner, loss of rent and deprivation of use due to covered property damage.

Civil liability resulting from damage to entrusted moveable property

What is covered:

The financial consequences of civil liability for the Insured as renter or occupant, as a result of property damage caused to entrusted moveable property found inside the Rental property and belonging to the owner of the Rental property.

This cover applies exclusively if the insured does not benefit from civil liability cover through another valid insurance contract on the day of occurrence of the detrimental event that is likely to incur financial consequences.

Article 5.3 / EXCLUSIONS

The following are excluded from the Civil Liability cover:

- The Insured appearing on any official, governmental or police database of persons proven or presumed to be terrorists, any Insured being a member of a terrorist organisation, a drug trafficker, implicated as a supplier in the

- illegal trade of nuclear, chemical or biological weapons;
- The disintegration of the atomic nucleus or any irradiation coming from an energy source of a radioactive nature;
- Damage caused intentionally or fraudulently by the Insured or with their complicity;
- Damage not invoking the renter's civil liability;
- Damage originating outside of the covered property occupied by or made available to the Insured;
- The Insured's civil liability in the event of default of payment of the Rental Property;
- Damage caused by wilful damage, cigarette burns or caused by any other smoking device;
- Any damage caused by moisture, condensation, fog or smoke;
- The breakdown of appliances made available to the Insured;
- Damage to lamps, fuses, consumable goods or products;
- The theft of entrusted property;
- The theft or loss of the keys of the Rental property;
- Damage sustained while the premises containing the Insured objects were occupied by third parties other than the renter;
- Damage due to a lack of maintenance by the Landlord/Rental company or owner of the Rental Property;
- Damage resulting from use of the Rental property or moveable property not in accordance with the Rental agreement;
- The consequences of contractual commitments exceeding those to which the renter is legally bound;
- Damage to a boat when it is not moored to a dock;
- Damage to valuable items;
- Facilities outside the Rental Property: Swimming pools, tennis courts;
- Damage to shrubs and plants;
- Buildings under construction or demolition;
- Buildings used for professional or commercial purposes;
- Property damage suffered by buildings registered as Historical Monuments;

- **Fire damage from a campfire or from a chimney fire that has not been swept at the time of occurrence of the damage;**
- **Damage occurring outside of the rental period mentioned in the Rental agreement;**
- **Damage caused to animals.**

Article 5.4 / AMOUNTS AND LIMITS OF COVER

The maximum liability of the insurer for all damages is defined in the summary of cover table.

Article 5.5 / SETTLEMENT OR ADMISSION OF LIABILITY

No admission of liability or settlement that you would have accepted without our consent will be considered enforceable by us. However, acceptance of a tangible event will not be regarded as an admission of liability, no more than the mere fact that a victim has been given urgent assistance, when it concerns an act of assistance that anyone has the right to perform.

Article 5.6 / PROCEEDINGS

In the event of proceedings initiated against you before a civil, commercial or administrative jurisdiction, we will defend you and handle the proceedings for the events and damages falling within the scope of cover of this contract.

However, you can become a party to our claim provided you can prove evidence of a separate interest not covered within this contract.

In the event of proceedings before a criminal jurisdiction, we will ensure the defence of your interests if the victims have not been compensated, insofar as you accept that this defence is insured by the legal counsel authorised by the insurer at the same time as the civil interests.

The provision of your defence, as a precautionary measure, cannot be interpreted as an acknowledgement of cover and does not in any way imply that we agree to assume responsibility for damages not covered by this contract.

Article 5.7 / REMEDIES

With regard to remedies:

- we are free to exercise recourse within the framework of cover of this contract before civil, commercial or administrative jurisdictions,

- before a criminal jurisdiction, remedies can only be exercised with your agreement when your criminal interest remains in play.
- if the dispute only concerns civil interests, the refusal to give your consent for the exercising of the remedy envisaged will give rise to the right for us to claim compensation from you equal to the damage suffered by us.

You cannot object to the exercising of our right to recourse against a liable third party.

Article 5.8 / NON-LIABILITY FOR LOSSES

Even if you fail to fulfil your obligations following a Loss, we are required to compensate, on your behalf, the persons in respect of whom you are liable.

Nevertheless, in this case, we retain the right to initiate proceedings against you for the reimbursement of all sums that we will have paid or set aside for you.

Article 5.9 / LEGAL EXPENSES

We cover the costs of proceedings, notification and other settlement expenses. However, if you are convicted for an amount higher than the cover amount, each party will bear these costs proportionate to their respective shares in the conviction.

6. BREAKAGE OR THEFT OF THE RENTER'S INSURED SPORTS EQUIPMENT

Article 6.1 / NATURE AND SCOPE OF COVER

In the event of theft or accidental breakage of the insured's personal sports equipment, the Company will arrange for identical replacement equipment to be rented out up to the amount indicated in the summary of cover table.

In the event of breakage, the Cover is granted provided that the insured person produces proof from the landlord/rental company attesting that the damaged material has been shown to the latter.

Article 6.2 / EXCLUSIONS

All events not indicated in article 1 'Nature and scope of cover' are excluded from this cover.

In addition to the exclusions provided for in the following General Provisions, the following are not covered:

- **theft of the insured's sports equipment as a result of forgetfulness or negligence on their part,**

namely the act of leaving their sports equipment unattended, leaving their sports equipment visible from the outside of their vehicle and/or without having entirely closed and locked access to the sports equipment;

- theft committed without force or with the use of false keys;
- theft of the insured's sports equipment in a vehicle between sunset and sunrise or in a convertible vehicle;
- indirect damage such as deprivation of enjoyment, fines;
- damage resulting from the inherent vice of the insured item and/or from its normal and natural wear and tear;
- in the event of loss, forgetting or exchange;
- theft on campsites;
- damage caused to the equipment covered which does not impair the proper functioning of the equipment, such as scratches, marks, stains,
- damage resulting from non-compliance of operation and maintenance instructions issued by the store.
- damage falling under the manufacturer's, distributor's or assembler's warranty.

7. HEALTH SPA EXTENSIONS

Article 7.1 / NATURE AND SCOPE OF COVER

Notwithstanding the contract, cancellation and interruption cover is granted to those booking a therapy trip in accordance with this option.

There are no changes to the other clauses, cover and exclusions of the contract.

EXTENSION OF COVER:

Cancellation or interruption of the trip in the event of illness or accident of the insured, confirmed by a medical doctor, up until the first day of the therapy/treatment which prevents the latter from practising the main activity of the holiday for which the insured had signed up.

8. REPATRIATION ASSISTANCE

At the time of the incident, in order to benefit from the full cover defined below, it is imperative that you contact the Insurer's Assistance Centre prior to any

intervention. A case number will then be issued, which alone will justify arrangement of the services provided.

Article 8.1 / DEFINITIONS

Domicile: Worldwide

Family members: spouse or de facto partner, ascendants or descendants up to the 2nd degree, fathers-in-law, mothers-in-law, stepfathers, stepmothers, sisters, brothers, brothers-in-law, sisters-in-law, sons-in-law, daughters-in-law.

Serious illness: any changes in health as confirmed by a medical doctor, involving the cessation of any professional or other activity and which requires appropriate care.

Serious bodily injury: any unintentional bodily injury on the part of the victim, resulting from the sudden action of an external cause as confirmed by a medical doctor, and involving the cessation of any professional or other activity and prohibiting the victim from moving by their own means.

Geographical scope: cover is applicable worldwide.

Funeral expenses: fees for first preservation, handling, laying the body in a coffin, specific transport arrangements, conservation rendered obligatory by legislation, preparation and a simple casket required for transport and in accordance with local legislation, excluding burial, embalming and ceremony fees.

Search fees: fees for operations carried out by rescuers or rescuer organisations, other than the persons with whom the insured is travelling, going out specially for the purpose of finding the insured in a location lacking all means of organised or nearby rescue.

Emergency/rescue costs: fees for transport following an accident (once the insured has been found) from the point where the accident occurred to the nearest hospital.

Article 8.2 / IF THE INSURED BECOMES ILL OR SUFFERS FROM A BODILY INJURY

- The Assistance provider's medical team will contact the on-site treating doctor and/or the family doctor in order to intervene in the conditions best suited to the insured's condition.
- The Assistance provider's medical team will organise the transport of the insured person to the medical centre nearest to their domicile or a transfer to a better equipped or more specialised hospital centre.

- Based on the gravity of the situation, only our medical team is authorised to decide on repatriation, the choice of the means of transport, and the place of hospitalisation.
- The insurer will repatriate the insured to their place of residence if the latter is able to leave the medical centre.
- If the insured's condition justifies it, the insurer will organise and take care of the journey of one person who is currently at the holiday destination to allow them to accompany the insured.
- If the insured person's condition does not justify hospitalisation or repatriation and the insured cannot return home on the initially planned date, the Insurer will bear the actual costs incurred for extending the insured's hotel stay, as well as those of a person who will stay at the insured's bedside (the maximum per night and per person is indicated in the summary of cover table), upon submission of supporting documents, excluding catering costs, until the insured's repatriation. The duration of this cover cannot exceed the number of nights indicated in the summary of cover table.

When the insured's state of health so permits, the Insurer will organise and take care of their return as well as, potentially, that of the person who stayed with the insured.

- If the insured is hospitalised and their condition does not justify or indeed prevents immediate repatriation or return, the Insurer will organise the hotel stay of the person that the insured appoints, who is already present at the holiday destination and who will stay at their bedside, and take care of any unforeseen actual expenses incurred up to a maximum per night indicated in the summary of cover table, upon submission of supporting documents, excluding catering costs, until the insured's repatriation. The duration of this cover cannot exceed the number of nights indicated in the summary of cover table.

The insurer will take care of the return of this person, if they cannot use the means initially planned.

- If hospitalisation at the trip's destination lasts for more than 7 days, and if no one stays at the bedside of the insured, the Insurer will provide a return ticket to the person appointed by the insurer, so that this person can travel to be with

the insured, only from one of the European Union member countries or Switzerland, and will organise the hotel stay of that person for a maximum per night as indicated in the summary of cover table, upon submission of supporting documents, excluding catering costs. The duration of this cover cannot exceed the number of nights indicated in the summary of cover table.

When the insured's state of health so permits, the Insurer will organise and take care of their return as well as, potentially, that of the person who stayed with the insured.

- If the insured person's state of health prevents them from looking after their minor children and if no adult family member of the insured's family is accompanying them, the Insurer will organise the travel of the person that the insurer appoints to bring the children back to the insured's home.

Article 8.3 / IN THE EVENT OF DEATH

- The Insurer will organise and take care of transport of the body from the place where it is laid in the coffin to the place of burial in one of the European Union member countries, the French overseas departments and regions (DOM/TOM) and overseas communities (COM), as well as sui generis communities, in Monaco or Switzerland. Funeral expenses are covered up to the amount indicated in summary of cover table.
- The insurer will potentially organise and bear the costs for the return to the place of burial of the family members who took part in the same trip and who are covered by this same contract.

Article 8.4 / OTHER ASSISTANCE

Early return:

If the insured is obliged to interrupt their trip due to:

- the death of a family member, the person responsible for taking care of their minor or disabled children, or of their professional substitute,
- hospitalisation due to serious illness or serious bodily injury of their spouse or de facto partner, or first-degree ascendants or descendants who have remained in a European Union member country or in Switzerland and which involves a vital prognosis following notice of the medical

report by the treating doctor with the insurer's assistance provider,

- the occurrence of serious damage from fire, explosion, theft or caused by forces of nature in the insured's primary or secondary residence or in their professional premises and which imperatively requires their presence at the premises in question,

The insurer will organise and take care of the return of the insured to their place of residence. If the time limit permits and the presence of the insured is necessary for the continuation of the journey, the insurer will organise and take care of the return of the insured to the place where they can meet up with the other participants of the trip.

Repatriation or transport of other insured persons:

If, following the insured's repatriation, the accompanying persons insured by the same contract wish to be repatriated, the insurer will organise and take care of their return up to a maximum of 4 persons.

Medical expenses abroad:

The insurer will reimburse the insured, following intervention from the French Social Security system and any other insurance body, for the medical, pharmaceutical, surgical and/or hospitalisation expenses prescribed by a doctor, up to the amounts indicated in the summary of cover table.

In all cases, the Insurer will compensate the insured minus the excess, the amount of which is specified in the summary of cover table.

Advance on hospital costs abroad:

If the insured is outside of their country of residence and unable to settle their medical expenses resulting from hospitalisation due to illness or accident occurring during the period of cover, the insurer may, at the request of the insured, make an advance payment to the insured under the following cumulative conditions:

- the insurer's doctors must judge, after collecting information from the local doctor, that it is impossible to repatriate the insured immediately to their country of residence,
- the care to which the advance applies must be prescribed with agreement from the insurer's doctors,

- the insured person or any person authorised by the latter must formally commit, by signing a specific document provided by the insurer during the implementation of this service:

- to initiating the process of assuming the costs with the insurance agencies (the French Social Security system, mutual insurance agencies) within 15 days from the date of the Insurer sending the documents necessary for this process,
- to reimburse the Insurer for the sums received for this purpose by the insurance agencies within one week of receipt of such sums.

The Insurer will only be responsible for costs not borne by the insurance agencies, up to the amount expected for the medical services expenses. The Insured must notify the Insurer of the confirmation of uncovered losses originating from these insurance agencies within one week of receipt.

In the absence of having taken the necessary steps to deal with the insurance bodies within the time limit, or failing to present to the Insurer the confirmation of uncovered losses originating from these insurance agencies within the time limit, the insured can under no circumstances claim the 'medical expenses' benefit and must reimburse all hospitalisation costs advanced by the Insurer who will, if necessary, initiate any proceedings to recover such costs if deemed necessary, the costs of which will be borne by the beneficiary.

This cover will cease on the date in which the Insurer is able to repatriate the insured, or the day of return of the insured to their country of origin.

Medical expenses in France:

This cover is valid only for French insured persons who are on holiday in France.

The insurer will reimburse the insured, following intervention from the French Social Security system and any other insurance body, the medical, pharmaceutical, surgical and/or hospitalisation expenses prescribed by a doctor, up to the amounts indicated in the summary of cover table.

In all cases, the Company will compensate the insured minus the excess, the amount of which is specified in the summary of cover table.

Illness or accident of one of the insured's minor or disabled children who remained in their country of residence:

If during the insured's journey, one of their minor or disabled children who remained in their country of residence becomes ill or injured, the Insurer will be at the disposal of the person in charge of looking after the children to organise the child's transportation to a hospital which is most likely to provide the care required by the child's condition, provided that the insured has given written prior authorisation.

The insurer guarantees the return home of the insured's child and will keep the insured informed of the child's condition, if the insured has left a travel address.

If the insured needs to be present, the Insurer will organise their return home.

Emergency costs, including search and rescue, and primary and secondary ski piste rescue costs:

The Insurer will bear the search and rescue and emergency costs up to the amount per person and per event indicated in the summary of cover table, the costs of which corresponding to the operations organised by civilian or military lifeguards or specialised public or private groups in the event of the insured's disappearance or in the event of bodily injury.

Advance payment of funds in the event of theft or loss of payment methods

During their trip abroad, if the insured requires an advance of funds following the loss or theft of their payment methods, the Insurer may agree to an advance payment of funds up to the amount indicated in the summary of cover table and in exchange for a security deposit cheque for the amount corresponding to the advance payment. Acknowledgement of debt shall be claimed to the insured at their holiday destination. The reimbursement of this advance payment must be made within one month following the presentation of the reimbursement request by the Insurer.

Replacement driver

If, as a result of illness or an accident, the insured can no longer drive their vehicle and no passenger is capable of replacing them as driver, the Insurer will provide a driver for a maximum of 3 days, to return the

car to the usual place of residence via the most direct route. If the trip is over, the family members will be brought back home in the vehicle.

The insurer will take care of the driver's salary as well as their expenses during the trip. The costs of fuel, tolls, hotels and board for any passengers will remain the responsibility of the latter.

Legal assistance:

The insurer will cover, up to the amount indicated in the summary of cover table, the fees of any legal representatives that the insured may have to bear in order to freely appeal against any action that may be brought against them, provided that the alleged acts do not entail liability for criminal prosecution under the country's legislation.

This cover does not apply to events relating to the insured's professional activity or the care and/or use of a motor vehicle.

Advance of cost of bail:

If, in the event of a breach of the laws of the country in which the insured is located, the latter is obliged by the authorities to pay a bail, the Insurer will make an advance payment of this up to the amount indicated in the summary of cover table.

The reimbursement of this advance payment must be made within one month following the presentation of the reimbursement request by the Insurer. If the bail is refunded to the insured before this period by the country's Authorities, it must be immediately returned to the Insurer.

Article 8.5 / LIMITATIONS OF THE ASSISTANCE PROVIDER'S LIABILITY

Interventions that the Insurer is required to perform are carried out in full compliance with national and international laws and regulations. The interventions are therefore related to the obtaining of the necessary authorisations by the relevant authorities.

- If the Insured refuses to follow the decisions taken by the Insurer's medical team, they will release the Insurer from any liability in relation to the consequences of such an initiative and the insured person will lose any right to services or compensation.
- Under no circumstances can the insurer take the place of the local emergency services or bear the costs there incurred.

- The insurer cannot be held liable for delays or impediments in the performance of services agreed in the event of strikes, riots, popular movements, restrictions on free movement, sabotage, terrorism, civil or foreign war, the effects of radiation or any other unforeseeable or force majeure event.
- The benefits not claimed during travel or not organised by the Insurer will not give rise to any compensating allowance.
- The insurer will decide on the type of tickets available to the insured depending on, on the one hand, the possibilities offered by the transport companies, and on the other hand, the duration of the journey.
- This cover will take effect from the day of departure and will expire on the day of return for the duration indicated in the trip's registration form, for a maximum of 90 days. The maximum liability of the insurer in the event of a claim is defined in the summary of cover table.
- If the Insured is domiciled in a country other than one of the European Union member countries, a DOM-TOM, COM and sui generis community, or in Monaco or Switzerland, the Insurer may, upon the insured's request, repatriate the latter to their home or the nearest, best equipped or most specialised Medical Centre. In this case, the insured agrees to pay the Insurer the excess cost of their repatriation in comparison with a repatriation carried out under these same conditions in Mainland France.

Article 8.6 / EXCLUSIONS OF COVER

In addition to the exclusions provided for in the Terms and Conditions, the Insurer's cover cannot be requested in the following cases:

- **An atypical pneumonia or severe acute respiratory syndrome (SARS, COVID), avian influenza or the A-H1N1 flu, as well as any pandemic or epidemic recognised by national or international health organisations,**
- **When damage or accidents result from the use of a two-wheeled motorised land vehicle, a jet ski or a snow scooter,**
- **Damage constituting harm to the environment by natural elements such as air, water, fauna and flora, the use of which is common to all, as well**

as damage to the associated aesthetics or enjoyment,

- **Pre-existing convalescences, conditions and pathologies or those currently under treatment,**
- **The consequences of serious bodily injuries occurring before the insured's start date of cover,**
- **Psychological, mental or depressive illnesses,**
- **Benign affectations or lesions which can be treated on the spot and do not prevent the continuation of the stay or journey,**
- **The costs of thermal, slimming or rejuvenation treatments or any other convenience or aesthetic treatment, physiotherapist fees, the costs of vaccination, prostheses, devices, glasses or contact lenses, implants,**
- **Pregnancy from the 32nd week,**
- **Trips undertaken for the purposes of diagnosis and/or treatment,**
- **The costs incurred after returning from the trip or when the cover has expired,**
- **The costs incurred without agreement from the Insurer,**
- **Telephone costs other than for communicating to the Insurer,**
- **The taxis costs incurred without agreement from the Insurer,**
- **Pregnancy-related events: childbirth, caesarean, newborn care, elective abortion,**
- **Pre-existing illnesses or injuries diagnosed and/or treated, having been hospitalised in the 6 months prior to the trip,**
- **The costs resulting from care or treatment that was not the result of a medical emergency,**
- **The costs resulting from care or treatment of a therapeutic nature not recognised by French legislation,**
- **Medical expenses in the insured's country of residence with the exception of cover for medical expenses in France, valid for French residents.**

9. REIMBURSEMENT TO THE PROPERTY OWNER

You are expressly advised that this cover can only be offered insofar as the Trip reservation was subject to confirmation by way of payment of the down payment or deposit from the Renter and insofar as the event to

which we are asked to provide allowances for remains uncertain during adhesion to this contract.

Article 9.1 / NATURE OF COVER

CANCELLATION OF THE HOLIDAY RENTAL

We will reimburse you the balance (with the exception of tourist taxes and case fees) which the Lessee owes to you as a result of the Cancellation of this reservation subject to the total or partial inability to rent out the property during the same period to another Lessee.

This cover is granted subject to a certified confirmation of the total or partial inability to rent out the property during the same period to another Lessee.

Under no circumstances can the balance be higher than 75% of the total rental amount.

COSTS OF COMPLETELY RE-LETTING THE PROPERTY

In the event of renting out the property again following a cancelled trip, the Company will pay the Policyholder compensation to cover the costs of this.

The amount of this compensation is expressed as a percentage of the amount of the additional rental agreement(s) for the cancelled period concerned and is included in the summary of cover table.

Compensation cannot be combined with the property owner's compensation in accordance with the holiday rental's cancellation cover.

COSTS OF PARTIALLY RE-LETTING THE PROPERTY

If the property has been partially rented out again, the period of which does not cover all of the initially reserved Stay, the request for compensation can only be applied to the effective period in which the property has not been rented out, subject to the submission of the corresponding supporting documents and within the limits indicated in the summary of cover table.

You are reminded that the amount provided by the Lessee when they booked the trip will not give rise to intervention from the Insurer.

Compensation cannot be combined with the property owner's compensation in accordance with the holiday rental's cancellation cover.

RE-LETTING THE PROPERTY FOLLOWING DAMAGE

In the event of fire, explosion, storm or water damage rendering your rental premises unfit for their use on the expected start date of the Stay or during the Stay,

and having obliged or obliging the Owner to rehouse the Lessee, we will bear the potential additional charges of a new lease, up to the maximum amount indicated in the summary of cover table and within the rental dates provided for in the holiday rental agreement.

You agree to send us, simply upon our request, the necessary documents for the investigation of your case (copy of the rental agreement, re-letting invoices, date of the loss and any other information that would justify the inability to ensure the enjoyment of the rented premises).

Article 9.2 / EXCLUSIONS

In addition to the general exclusions applicable to the contract, we also cannot intervene in the circumstances described below:

- Cancellation of the lease by the owner or their representative,
- Refusal from the renter to take possession due to non-compliance of the rented property.

Article 9.3 / HOW MUCH CAN WE PROVIDE?

We will intervene for the amount of the cancellation fees incurred on the day of the event which invokes the cover, in accordance with the terms and conditions of sale of the holiday rental body, the maximum amount of which is indicated in the summary of cover table.

In the event of partial re-letting, we will intervene for the amount of the remaining balance of the Stay that falls to you after deduction of the re-letting amount.

10. COVER FOR UNAVAILABILITY OF THE RESERVED PROPERTY

Article 10.1 / NATURE AND SCOPE OF COVER

We will compensate the Lessee for the amount of the down payment or deposit paid in the event of the inability to rent the premises as per the booking agreement available, due to:

- Death of the owner(s) of the reserved property,
- Damage to the reserved property which prevents it from being used, in particular following a fire, explosion, water damage, theft or storm

RE-LETTING THE PROPERTY FOLLOWING DAMAGE

In the event of fire, explosion, water damage or theft rendering your rental premises unfit for their use on the expected start date of the Stay and having obliged or obliging the Owner to rehouse the Lessee, we will bear the potential additional charges of a new lease, up to the maximum amount of the deposit or down payment provided and within the rental dates provided for in the holiday rental agreement.

This cover applicable to the re-letting fees cannot be combined with the base cover applicable to the unavailability of the reserved property.

Article 10.2 / EXCLUSIONS

In addition to the general exclusions applicable to the contract, we also cannot intervene in the circumstances described below:

- **Cancellation of the lease by the owner or their representative,**
- **Refusal from the renter to take possession due to non-compliance of the rented property.**
- **Modification by the Lessee of their rental agreement**

11. DAMAGE CAUSED TO MOVEABLE AND/OR IMMOVEABLE PROPERTY

THEFT AND VANDALISM

The disappearance and tangible and intangible deterioration resulting from theft or attempt of theft or an act of vandalism committed only inside the rented premises within the circumstances as duly established and which invoke the liability of the Lessee or an occupant living with them.

When the damage caused by the Lessee of those living with them (renters or occupants) are intentional, cover is only granted to the owner if the guilty party/parties are subject to an open complaint.

UNINTENTIONAL DEGRADATION

Any accidental property damage caused by renters or occupants to the moveable or immoveable property rented following degradation and breakdown to the premises by a Lessee or an occupant.

Article 11.1 / WHAT WE COVER

Within the limit indicated in the summary of cover table, we cover the disappearance, destruction or deterioration of the property or immoveable fixtures

contained in your premises following theft, attempt at theft or an act of vandalism as well as unintentional degradation committed by the Lessee during their Stay.

Article 11.2 / HOW IS YOUR COMPENSATION CALCULATED?

You will be compensated based on the replacement value of objects equivalent and of the same nature, after using the security deposit for this purpose and deducting the depreciation and excess, within the maximum limit amount indicated in the summary of cover table.

Cases of degradation, deterioration and disappearance are confirmed by comparing the state of the premises upon entry and exit as established jointly by the Lessee and the Owner (or their representative) or by a detailed acknowledgement of damages signed by the primary Lessee.

In the absence of having jointly established a report on the state of the premises, a detailed acknowledgement of damages signed by the primary Lessee or a report drawn up by an enforcement agent, we will be released from any payment obligations resulting from the event that caused these damages.

Article 11.3 / EXCLUSIONS

In addition to the general exclusions applicable to the contract and included in the paragraph 'EXCLUSIONS APPLICABLE TO ALL RISKS' in the 'CONTRACT FRAMEWORK' chapter, we cannot intervene in the circumstances provided for below:

- **any theft, attempt at theft and act of vandalism or intentional degradation committed by the Insured, their spouse or partner, as well as the persons who usually reside in the Insured's home,**
- **Damage sustained while the premises containing the insured objects were occupied completely by third parties other than the renter, or persons authorised by them,**
- **intentional degradation committed by neighbours or third parties,**
- **intentional theft or degradation caused to the property contained in the communal areas or outside of the rented property,**
- **the theft or loss of the keys of the premises,**
- **damage resulting from use not in accordance with the rental agreement,**

- damage, theft and degradation of valuable items as well as cash and funds (jewellery, paintings, drawings, engravings, manuscripts, statues and other works of art),
- damage caused by moisture, condensation, fog or smoke,
- The breakdown of devices made available to the renter,
- damage caused to lamps, fuses, electronic tubes, cathodic tubes, semi-conducting crystals, heating resistors, and heating covers,
- costs of repair, draining or replacement of pipes, taps and appliances integrated in the water and heater installations,
- damage, theft and degradation caused to trees and plantations,
- damage, theft and degradation caused to computer devices, their accessories, both additional accessories as well as the software necessary for the devices' function, and audiovisual and multimedia devices,
- costs incurred for confirming or having confirmed the reality of your damage (expert's report, photos, enforcement agent's reports)

- a supporting document which includes the date of booking the holiday rental
- any documents that prove the date of cancellation from the lessee and the possible reason
- you agree to send us, upon simple request, all of the documents necessary for us to investigate your case
- a receipted invoice of the debit that you are required to pay to the trip organiser or that this latter has kept,
- in the event of illness or accident, a medical certificate specifying the origin, nature, gravity and foreseeable consequences of the illness or accident,
- in the event of death, a certificate and civil status certificate,
- in other events, any supporting documents,
- you must send us the necessary medical documents and information for us to investigate your case on behalf of the consulting physician, using the pre-printed envelope that we will send you following receipt of the claim declaration, as well as the medical questionnaire to be completed by your doctor,
- if you do not have these documents or this information, you must convey this information to your treating physician and send us the information using the pre-printed envelope described above,
- you must also send us the transmission of these additional documents, which must be done using a pre-printed envelope on behalf of the consulting physician, and any information or documents that you may be asked for in order to justify the reason for your cancellation, including:
 - Any photocopies of prescriptions of medication, analyses or examinations, as well as any documents justifying their issue or execution, and in particular the medical insurance card comprising, for prescribed medication, a copy of the corresponding labels,
 - The detailed account from the French Social Security system and any other similar body, in relation to the reimbursement of treatment costs and the payment of daily compensation allowances,
 - in the event of an accident, you must clarify the causes and circumstances and provide us with the

12. IN THE EVENT OF A LOSS

WHAT ARE YOUR OBLIGATIONS IN THE EVENT OF A LOSS?

When Insurance cover comes into play, the insured person must:

Advise Gritchen Affinity in writing of any losses that would invoke the cover contained in the insurance contract within five working days (*brought forward to two working days in the event of theft*).

These timeframes will begin once the insured discovers the loss that would involve the arrangement of cover.

Once this timeframe has passed, the insured will be deprived of any right to compensation if the delay caused damage to the Company.

TRIP INTERRUPTION OR CANCELLATION

Your declaration must be accompanied by:

- your contract reference number
- a copy of the rental agreement clearly indicating the identity of the Lessee, the amount of the advance payment, the rental amount and the initially planned rental dates

name and address of the liable parties, as well as, if necessary, any witnesses.

IN THE EVENT OF A LACK OF OR EXCESS SNOW

Your written claim declaration must be accompanied by:

- the snow report
- proof of the ski area closure
- in any other event, any document justifying the reason for your cancellation.

REIMBURSEMENT TO THE PROPERTY OWNER

You or any person acting on your behalf in virtue of an authorisation must declare to us any cancellation made by a Lessee by clarifying:

- your contract reference numbers
- a copy of the rental agreement clearly indicating the identity of the Lessee, the amount of the advance payment, the rental amount and the initially planned rental dates
- a supporting document which includes the date of booking the holiday rental
- any documents that prove the date of cancellation by the Lessee and the possible reason
- the certificate confirming re-letting or lack of re-letting, whether total or partial, for the rental period in question.
- a copy of the advertisement and photo(s) of the rented property
- you agree to send us, upon simple request, all of the documents necessary for us to investigate your case (a cancellation invoice if applicable, if one has been drawn up)

LATE ARRIVAL

You must: send to the insurer all documents necessary to open the case and to also prove the legitimacy of the case and the claim amount.

In any case, you will be automatically requested to provide the original copies of the detailed invoices from the organiser which feature the land-based services.

LUGGAGE/SPORTS EQUIPMENT

In the event of loss or deterioration of luggage entrusted to a transport company, or theft committed in a hotel, a damage report must be drawn up by the transport company's or hotel's qualified representative

(with the exception of the representative of the trip's organiser). Failure to submit this report will lead to a reduction in the compensation corresponding to the amount that must be returned to the Company in accordance with the recourse that the Company would have to exercise against the transport company or the hotel, in addition, in the event of theft, and to file a complaint as soon as possible with the police authorities of the country of origin nearest to the location of the crime,

- send the Company all original documents in support of the claim:
 - receipt of the complaint being filed, reservation confirmation from the maritime, aerial or road transport company,
 - damage report,
 - detailed and itemised inventory,
 - report of damage due to error, transport ticket and record in the event of misplaced, lost or damaged luggage,
 - repair estimate or settled invoices, purchase or original invoice.

If the insured recovers all or some of the stolen or disappeared items, at any time, they must advise the Company of this immediately.

- If this recovery took place before paying the compensation, they must re-take possession of these items and the Company will compensate them for the deteriorations that they may have suffered.
- If this recovery took place after paying the compensation, the insured may decide to take the luggage against reimbursement of the compensation received, subject to deduction of deteriorations or shortfalls. The insured has 15 days to make their choice. After this timeframe, the Company will consider the insured to have relinquished their compensation.

The lost or damaged goods that the Company will compensate the insured for will become the Company's property.

CIVIL LIABILITY

In the event of loss, the insurer has the sole right to negotiate with damaged third parties, within the limit of their cover, and no acknowledgement of liability would be enforceable against the insurer.

Admission of a tangible event, as well as a natural act, from the insurance team, does not constitute an acknowledgement of liability.

The insured must:

- send the Company, as soon as they receive these, any notices, letters, summons, appointments, extrajudicial acts and proceedings documents that will have been sent to the insured, delivered or notified personally or to their beneficiaries.
- in the event of a delay in the transmission of these documents, the Company may claim for a compensation proportionate to the resulting damage (article L. 113-2 of the French Insurance Code).
- communicate to the Company, upon simple request and without delay, all documents necessary for their report.
- declare to the Company the existence of any other insurance contract which covers the same risk.

DAMAGE TO PROPERTY

You must send us all of the information or documents requested from you in order to justify this cover, in particular:

- your contract reference numbers
- the contact details of your renters
- the copy of the rental agreement which states the amount of the security deposit
- the original settled invoice which includes the dates of repair work, maintenance or purchase
- the transmission of the state of the premises upon entry and exit (or if not, an inventory of the rented premises signed by the parties in the event of theft)
- a certified confirmation that you did not receive partial or total payment from another body in compensation for the same damages

You agree to send us, upon simple request, all the necessary documents for us to investigate your case (in particular, if you know of these, the reference numbers of the insurance contract against the rental risks taken out by your renter).

In the event of theft, attempt at theft or vandalism, you must file a complaint with the competent authorities and take the necessary measures to impede the effects of the infraction and limit the significance of the loss.

UNAVAILABILITY OF THE RESERVED PROPERTY

You agree to send us, upon simple request, the documents necessary for the investigation of your case (copy of the rental agreement, re-letting invoices, date of the loss and any other information that would justify the inability to ensure the enjoyment of the rented premises).

ASSISTANCE

At the time of the incident, in order to benefit from the cover defined below, it is imperative that you contact the Company's Assistance Centre prior to any provision of services. A case number will then be issued, which alone will justify arrangement of the services provided. The Company's Assistance Centre is available 24 hours a day:

The contact details of the Company's Assistance team are specified in the summary of cover table.

The insured must clarify their contract number, the type of assistance they require and the address and telephone number where they can be reached. The insured must also allow doctors authorised by the Company access to all medical information concerning the person in question.

To request a reimbursement, the insured is required to:

- advise the Company of this request within five working days. Once this timeframe has passed, the insured will be deprived of any right to compensation if the delay caused damage to the Company.
- include with their declaration:
- their insurance certificate and their case number assigned by the Assistance Centre
- the detailed medical certificate indicating the exact nature and date of occurrence of the illness or injury.

In the absence of communicating to the Company's consulting physician the medical information necessary to investigate the case, the case may not be settled.

- the death certificate,
- the account breakdown from the French Social Security system and any other insurance body, accompanied by photocopies of the medical expenses notes,
- any document necessary to investigate the case, upon simple request by the Company and without delay.

When the Company has taken care of the insured's transport, the latter must send to the Company the unused ticket of their initially planned return trip.

GENERAL PROVISIONS AND PROVISIONS COMMON TO ALL COVER

As with any insurance contract, this contract comprises reciprocal rights and obligations. It is governed by the French Insurance Code. These rights and obligations are set out in the following pages.

DEFINITIONS

Serious bodily injury: any unintentional bodily injury on the part of the victim, resulting from the sudden action of an external cause as confirmed by a medical doctor, and involving the cessation of any professional or other activity and prohibiting the victim from moving by their own means.

Hazard: An unintentional, unpredictable, unavoidable and external event.

Subscriber: The natural person who adheres to this insurance contract.

Insured(s): the person or persons insured in accordance with this contract.

Attack/Acts of terrorism: The term 'attack' means any act of violence which constitutes a criminal or illegal attack against persons and/or property, in the country in which you're staying, the purpose of which is to greatly disturb the public order. This 'attack' must be identified as such by the French Ministry of Foreign Affairs.

Beneficiary: a person benefiting from the benefits provided, not in their own capacity, but due to their connections with the Insured. Unless stipulated otherwise, at the time of taking out this contract, only the spouse is covered, if not the child, if not the insured's heirs.

Natural disaster: The abnormal intensity of a natural agent not originating from human intervention.

French Insurance Code: The collection of legislative and regulatory texts which govern this insurance contract.

Rental agreement: A contract entered into between the Landlord/Rental company and the Insured to make the Rental Property available for a period not exceeding 90 days and for private use. The rental agreement must include the following information: rental address, description of the accommodation, duration of rental period with arrival and departure dates, date of signing the contract, signatures of the parties, identity of the occupants, address of the renter, rental price including tax, the amount of the advance paid at the time of booking and the security deposit paid when entering the premises.

Loss of entitlement: The loss of right to Cover for the Loss in question.

Insurer: Aréas Dommages, a mutual insurance company registered with the Commercial and Companies Register of Paris under no. 775 670 466, whose registered office is located at 47-49 rue de Miromesnil 75380 Paris

Assistance provider: The benefits of this assistance agreement are provided by: **AWP P&C**, a limited company with a capital of €17,287,285, no. 519 490 080 in the Commercial and Companies Register of Bobigny, Registered office: 7, rue Dora Maar – 93400 Saint-Ouen (business governed by the French Insurance Code) **and implemented by AWP FRANCE SAS**, a simplified joint-stock company with a capital of €7,584,076.86, no. 490 381 753 in the Commercial and Companies Register of Bobigny. Registered office: 7, rue Dora Maar – 93400 Saint-Ouen. An insurance brokerage company - Registered with ORIAS under no. 07 026 669 - <http://www.orias.fr/> - known under the commercial name '**Mondial Assistance**'.

Domicile: the Insured's place of usual residence for at least the last 6 months.

DOM-ROM, COM: DROM POM COM is the new name for the French overseas departments and territories since the constitutional reform of 17 March 2003, which amended the names of the

French overseas departments and territories and their definitions.

Personal injury: Any physical or mental injury suffered by a person and the consequential loss or damage arising therefrom.

Property damage: Any impairment, deterioration, alteration, loss or destruction of a thing or substance, and any physical damage to animals.

Consequential tangible and intangible damage: Any damage, other than personal or property, consisting of monetary costs and losses resulting from the deprivation of enjoyment of a right, interruption of a service provided by a person or property, or loss of profits and resulting from a covered physical injury or property damage.

Duration of cover: cover is provided to the Insured in accordance with the duration defined in the Special Terms of the contract.

Transport company: A transport company is understood to be any company duly authorised by the public authorities for the transport of passengers.

Event: Any event giving rise to damaging consequences, which could lead to one or more cover benefits of the contract being applied.

Europe: 'Europe' means the countries of the European Union, the United Kingdom, Switzerland, Norway and the Principality of Monaco.

Excess: Amount to be borne by the Insured in the event of a Loss.

Short-term rental: A stay of less than 90 days in the premises intended for the holiday stay, of which the renter is not the owner, nor do they rent the premises all year round.

We: The Insurer

Insurance claims manager: Gritchen Affinity - 27 rue Charles Durand – CS 70139 - 18021 BOURGES – FRANCE

Claims assistance manager: AWP FRANCE SAS, a simplified joint-stock company with capital of €7,584,076.86, no. 490 381 753 in the Commercial and Companies Register of Bobigny. Registered office: 7, rue Dora Maar – 93400 Saint-Ouen. An insurance brokerage company - Registered with ORIAS under no. 07 026 669 - <http://www.orias.fr/> - known under the commercial name '**Mondial Assistance**'.

Strike: Collective action consisting of the suspension of work as planned by the employees of a company, an economic sector or a professional category to defend their interests.

Family members: spouse or de facto partner, ascendants or descendants up to the 2nd degree, fathers-in-law, mothers-in-law, stepfathers, stepmothers, sisters, brothers, brothers-in-law, sisters-in-law, sons-in-law, daughters-in-law.

Serious illness: any change in health as confirmed by a medical doctor, involving the cessation of any professional or other activity and which requires appropriate care.

Owner or Landlord/Rental company: Domiciled in the European Union, including Switzerland, United Kingdom and Monaco. A natural person or legal entity who owns a property, allocated for holiday stays, that they offer for rent to a tourist client base through the Underwriter as an intermediary.

Lessee/Renter: A natural person who has taken out a holiday rental agreement for a Stay within a property belonging to the owner. The Lessee cannot be the owner, beneficial owner, free occupant or usufructuary party of the rented property.

Stay: The term 'Stay' means any rental period located worldwide for a maximum and non-renewable duration of 90 consecutive days in a furnished holiday rental and granted in lease by the Owner to the Lessee. The seasonal rental contracted by the Lessee must cumulatively satisfy all of the following conditions:

- the rented property must be a lodging in a building development (house or apartment) or docked boat

- the rented property must not be company lodgings, the rental must be accepted temporarily for a holiday stay.

Policyholder: the body or the legal entity or natural person, domiciled in the European Union including Switzerland, United Kingdom and Monaco, who took out the Assur Lodge insurance with the Subscribers and agrees to pay the contributions.

Loss: Event that may give rise to the application of cover within the contract.

Subrogation: The legal situation whereby a person is transferred another person's rights (*including: substitution from the Insurer to the Insured for the purposes of taking out proceedings against the opposing party*).

Territories covered:

Cover applies:

- Where the Insured Lessee resides in a country of the European Union, including Switzerland, United Kingdom and Monaco, for rented property located worldwide, with the exception of politically unstable countries and countries advised against by the French Ministry of Foreign Affairs.
- Where the Insured Lessee resides in a country outside of the European Union, Switzerland, United Kingdom and Monaco, for rented property located in a country of the European Union, Switzerland, United Kingdom and Monaco.

Third party: Any person other than the Insured. Any Insured victim of consequential bodily, material or immaterial damages caused by another Insured (the Insured parties are considered third parties). Any natural person or legal entity excluding the Underwriter, the Insured person, members of their family, persons accompanying them and their employees.

Wear: Devaluation or depreciation, on the day of the Loss, of the value of property caused by prolonged use or maintenance conditions.

Depreciation: Consequence of the Wear over time, the age or the state of maintenance, on the day of the Loss, on the value of a property.

Depreciation applied:

- 10% per year from the date of purchase of the damaged property upon presentation of the purchase invoice of the property
- 80% per year in the absence of a purchase invoice on the basis of the purchase price inclusive of tax on the day of the Loss, capped at €200

Exceptions:

	ANNUAL DEPRECIATION VALUE	MAXIMUM DEPRECIATION	MAXIMUM LIFESPAN
Household electrical goods	20%	90%	8 years
Hi-Fi equipment	20%	90%	8 years
IT equipment	30%	90%	8 years
Simple furniture	10%	90%	10 years
Wallpaper, painting	18%	90%	7 years
Carpets	18%	90%	13 years
Parquet flooring and tiles	4%	80%	30 years
Plastic coatings	11%	80%	10 years
Indoor carpentry	6%	85%	30 years
Locksmiths	11%	85%	15 years
Fittings	9%	85%	15 years
Plumbing	9%	85%	15 years
Sanitary appliances	6%	80%	25 years
Water heater	12%	85%	10 years
Boiler	7%	85%	15 years
PVC wood shutters	8%	80%	15 years
Metal shutters	5%	80%	30 years
Roller shutters	8%	90%	15 years
Electric convactor heaters	12%	85%	15 years
Cast iron radiators	6%	90%	25 years
Heating controls (burners)	11%	90%	10 years

You: The Insured person or persons

Article 20 / RIGHT OF WITHDRAWAL

Information document for the exercise of the right of withdrawal provided for in article L. 112-10 of the French Insurance Code.

The beneficiary is requested to verify that they are not already benefitting from cover covering one of the risks guaranteed by the new agreement. If this is the case, they shall have the right to withdraw from this agreement for a period of 14 calendar days from the date of signing, without penalty or incurring costs, if all the following conditions are met:

- This contract is for non-professional purposes;
- This contract comes in addition to the purchase of a product or service sold by a supplier;
- The beneficiary proves that they are already covered for one of the risks covered in this new contract
- The contract from which they wish to withdraw is not fully implemented;
- The beneficiary has not declared any claim covered by this contract.

In this scenario, the beneficiary may exercise the right to withdraw from this agreement by letter or other durable means addressed to the insurer of the new agreement, accompanied by a document proving that they already have cover for one of the risks covered under the new agreement. The Insurer is required to reimburse you for the premium paid, within a timeframe of 30 days following the withdrawal.

'I, the undersigned Mr/Ms ... residing at ... withdraw from my agreement No. ... taken out with ..., in accordance with Article L. 112-10 of the French Insurance Code. I hereby certify that I have no knowledge of any claim involving cover under this agreement as of the date of sending this letter.'

Article 21 / PAYMENT OF THE PREMIUM

In the absence of payment before the start of the risk, the contract shall be considered null and void and shall not give rise to any compensation.

Article 22 / REPORTING OBLIGATIONS

The Underwriter agrees to send to each Insured, before taking out Assur Lodge insurance, a copy of the Information notice and IPID sheet and to invite the latter to take notice of the cover, the means of its entering into force and exclusions as well as the formalities required in the event of a claim.

The Underwriter agrees to respect the provisions of article L. 112-10 of the French Insurance Code, namely:

The Insured is requested to verify that they are not already benefitting from cover that is compensating one of the losses covered by the Assur Lodge insurance and to formalise this process.

The Insured is reminded of the conditions for withdrawing from the Assur Lodge insurance:

The Insured is informed of their ability to withdraw within a timeframe of 14 (fourteen) days and of the methods available. The Underwriter may suggest the following wording to the Insured:

'I, the undersigned Mr/Ms residing at withdraw from my agreement No..... taken out with..... in accordance with Article L. 112-10 of the French Insurance Code.

I hereby declare that I have no knowledge of any claim involving cover under this agreement as of the date of sending this letter.'

Article 23 / WHAT ARE THE GENERAL EXCLUSIONS APPLICABLE TO ALL OF OUR COVERED BENEFITS?

We cannot intervene when your requests for the provision of cover or services are the consequence of damages resulting from:

- **epidemics and pandemics, as recognised by national and international health authorities;**
- **natural disasters and pollution disasters recognised as such by the competent authorities;**
- **consequences and/or events resulting from: civil war or foreign war, riots or popular movements, in accordance with article L. 121-8 of the French Insurance Code;**
- **consequences and/or events resulting from: a strike;**
- **consequences and/or events resulting from: an attack and an act of terrorism;**
- **consequences of the voluntary participation of the Subscriber and persons travelling with the Subscriber and insured under this agreement in a crime, offence, riot or strike except in the case of legitimate self-defence;**

- **intentional non-compliance with the regulations of the country visited;**
- **the disintegration of the atomic nucleus or any irradiation from ionising radiation;**
- **improper use of medicinal products or use of drugs not prescribed medically, as confirmed by a competent medical authority;**
- **damage resulting from the use of alcohol by the Subscriber, characterised by the presence in the blood of a pure alcohol level equal to or higher than that established by the regulations of the country visited and governing motor traffic;**
- **accidents/damages and their consequences caused or provoked intentionally by the Subscriber;**
- **the practice of sports on a professional basis;**
- **participation in endurance or speed tests, on board any kind of motorised vehicle or craft on land, water or air;**
- **failure to comply with safety rules brought to the attention of the Subscriber and persons travelling with the Subscriber and insured under this contract as well as members of the**

Subscriber's family related to the practice of sports activities;

- **consequences of a suicide or attempt at suicide of the Subscriber and the persons travelling with the Subscriber and insured under this contract as well as all members of the Subscriber's family;**
- **the absence of hazards;**
- **goods and/or activities insured when a prohibition to provide a contract or an insurance service is imposed on the insurer by virtue of the sanction, restriction or prohibition provided for in conventions, laws or regulations, including those decided by the United Nations Security Council, the Council of the European Union, or any other applicable national law;**
- **insured goods and/or activities when they are subject to any sanction, restriction, total or partial embargo or prohibition provided for in conventions, laws or regulations, including those decided by the UN Security Council, Council of the European Union, or any other applicable national law. It is understood that this provision applies only where the insurance contract and the insured goods and/or activities fall within the scope of restrictive sanction decisions, total or partial embargo, or prohibition.**

Article 24 / HOW IS YOUR COMPENSATION CALCULATED?

If compensation cannot be determined by mutual agreement, it is assessed by means of an amicable appraisal, subject to our respective rights.

Each party chooses its expert. If the above experts do not agree among themselves, a third expert is appointed by them and all three operate jointly and by a majority of votes.

If one of the parties fails to appoint an expert or the two experts fail to agree on the choice of a third expert, the appointment shall be made by the presiding judge of the regional court, acting as a referee. Each of the contracting parties shall bear the costs and fees of its expert and, where appropriate, half of those of the third.

Article 25 / INCURRED SANCTIONS

Any reluctance or intentionally false declaration, omission or inaccuracy regarding the circumstances of the risk known from the insured will be punishable in

accordance with the provisions of articles L. 113-8 and L. 113-9 of the Code, namely:

A) even if it does not influence the claim, by the invalidity of the contract in the event of the Member or the Insured acting in bad faith;

B) depending on whether it is confirmed before or after the claim, when it is not established whether the Member or the Insured acted in bad faith, by the following consequences:

- before the claim, by an increase in contributions or termination of the contract,

- after the claim, by a reduction in the compensation of the claim proportionate to the contributions which would have been due if the risks had been accurately and completely declared. The fee taken as the basis of this reduction is, depending on the case, applicable either at the time of taking out the insurance contract or the day of aggravation of the risk or, if this cannot be determined, at the time of the last deadline prior to the claim.

Article 26 / OTHER INSURANCE

In accordance with the provisions of article L. 121-4 of the Code, if all or some of the risks covered by this contract are or become covered by another insurance policy, the insured must declare this immediately to the company by indicating the name of this insurer and the amounts insured. Where several insurance policies are taken out against the same risk in a harmful or fraudulent manner, the sanctions provided for in article L. 121-3, paragraph 1 of the Code (invalidity of the contract and damages and interests) are applicable. Where the insurance policies are contracted without fraud, each of them is effective within the limits of the agreed cover and in compliance with the provisions of Article L. 121-1 of the French Insurance Code with the exception of the civil liability cover of this contract, which is only applicable if the Insured does not benefit from civil liability cover through another insurance contract during the validity period of this contract on the day of occurrence of the damaging event which is likely to incur financial consequences.

Within these limits, the beneficiary of the contract may obtain compensation for their damages by writing to the insurer of their choice.

Article 27 / COMPLAINTS

During the life of the contract, difficulties may arise. In addition, for any request or rectification regarding information concerning you or in the event of a dispute, you may first consult your usual contact.

If you are not satisfied with the response, you may contact the customer service department (49, rue de Miromesnil 75380 Paris Cedex 08, www.areas.fr, telephone: 01 40 17 65 00) who will respond to you no later than two months following the date of receipt of your complaint. In the event you are persistently dissatisfied with the response given by the customer services department, if you are an individual, provided that no judicial action has been initiated against you, you have the possibility of contacting the Insurance Mediator (Médiation de l'Assurance) via letter to TSA 50110, 75441 Paris Cedex 09 or online at www.mediation-assurance.org. The opinion of the insurance mediator does not bind the parties, who are free to accept or refuse the mediator's suggested solution and to contact the competent court.

Article 28 / AUTHORITY RESPONSIBLE FOR MONITORING THE INSURANCE COMPANY

The Authority in charge of monitoring the Insurance sector is the French Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (Prudential Supervisory Authority), located at 4, place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

Article 29 / PERSONAL DATA PROTECTION

In accordance with Regulation 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016, in relation to Personal Data Protection (GDPR), we hereby inform you that the data received will be subject to automated processing by the Aréas Insurance team, the data controller for the transfer, management and execution of insurance contracts and for the purposes of market research and management. The data may be transferred to companies belonging to the Aréas group and their partners for the same purposes, including outside of the European Union. These data will be kept for the legally prescribed durations.

You have the right to access, rectify, oppose for a legitimate reason and erase data as well as the right to define the directives in relation to the preservation, erasure and communication of your personal data after your death. You also have the right to portability of

your personal data. All of your rights must be exercised by contacting the Personal Data Protection Delegate at the following address: AREAS ASSURANCES - Service Conformité (Compliance Department) – DPO. 47 Rue de Miromesnil 75380 PARIS Cedex 08 or via the following email address: dpo@areas.fr.

You can find more information about your rights on our website, www.areas.fr, or through the CNIL website at www.cnil.fr

Article 30 / CONSUMERS' RIGHT TO OPPOSE COLD CALLING

If you do not wish to be subject to market research telephone calls, you can register for free to a cold calling opposition list.

These provisions are applicable to any consumer, that is to say any natural person who acts for purposes which are not within the scope of their commercial, industrial, artisanal or private practice.

Article 31 / SUBROGATION

In accordance with the provisions of article L. 121-12 of the French Insurance Code, the Insurer is subrogated up to the compensation they paid, in the rights and actions of the Subscriber against the third parties responsible for the loss.

In the event that subrogation can no longer be exercised in favour of the Insurer by the Subscriber, then the Insurer shall be relieved of its obligations to the Subscriber insofar as they would be able to exercise subrogation.

Article 32/ LIMITATION OF PROCEEDINGS DERIVING FROM THE INSURANCE CONTRACT

The limitation period is the period beyond which no complaint will be considered.

Any action deriving from this contract is limited by two years as of the event it gave rise to.

Article L. 114-1 of the French Insurance Code:

'All legal actions arising from an insurance contract shall be barred two years as from the event that gave rise thereto.

However, said time limit shall run:

1. in the event of non-disclosure, omission, fraudulent representation or misrepresentation of the risk incurred, only as from the date on which the insurer is aware thereof;

2. in the event of loss, only as from the date the concerned parties are aware thereof, if they prove that they were unaware of such facts up till then.

When the insured's action against the insurer arises from a third party's recourse, the limitation period shall run only from the date on which said third party brings a legal action against the insured or the latter has paid it compensation.

The limitation period shall be increased to ten years for life insurance contract when the beneficiary is not the policyholder and in insurance contracts covering personal injury when the beneficiaries are the deceased insured's assignees.

For life insurance contracts, notwithstanding the provisions of point 2, the actions of the beneficiary are limited to no later than thirty years as of the death of the insured.'

The limitation period may be interrupted as provided for in article L. 114-2 of the French Insurance Code:

Article L. 114-2 of the French Insurance Code:

'The limitation period shall be interrupted by one of the ordinary causes that interrupt the limitation period and by the appointment of experts following a loss. The limitation period of the legal action may also be interrupted by the insurer sending the insured a registered letter with acknowledgement of receipt in respect of the action for payment of the premium and by the insured to the insurer in respect of the settlement of the claim.'

Article L. 114-3 of the French Insurance Code:

'Notwithstanding article 2254 of the French Civil Code, the parties to the insurance contract may not, even with mutual agreement, modify the duration of the time limit nor add to the reasons for suspension or interruption of it.'

The ordinary causes for interrupting the time limit as mentioned in article L. 114-2 are those provided for in articles 2240 to 2246 of the French Civil Code, indicated below:

Article 2240 of the French Civil Code: 'The acknowledgement by the debtor of the right of the person against whom he was prescribing interrupts the period of prescription.'

Article 2241 of the French Civil Code: 'Judicial demand, even by way of summary proceedings, interrupts the delay of prescription and the delay of foreclosure.

The same occurs when the demand is brought before a court without jurisdiction when the act of referral to

the court is annulled on account of a procedural defect.'

Article 2242 of the French Civil Code: 'The interruption resulting from the judicial demand has continuous effect until the proceedings terminate.'

Article 2243 of the French Civil Code: 'Interruption fails to occur if the plaintiff abandons his judicial demand or allows the proceedings to lapse, or if the demand is definitively rejected.'

Article 2244 of the French Civil Code: 'The period of prescription or the period of foreclosure is also interrupted by a conservatory measure taken in application of the Code of Civil Enforcement Procedures or of an act of forced execution.'

Article 2245 of the French Civil Code: 'The calling in of one solidary debtor by judicial demand, or by an act of forced execution, or by the acknowledgement by the debtor of the right of the person against whom he was prescribing, interrupts the period of prescription against all the others, even against their heirs.

But the calling in of one of the heirs of a solidary debtor, or the acknowledgement by that heir does not interrupt the prescription against co-heirs, even in the event of a hypothecary claim, if the obligation is divisible.

This calling in or this acknowledgement only interrupts the period of prescription against the other co-debtors for the share for which this heir is bound.

To interrupt the period of prescription for the whole, for all the other co-debtors, the calling in must be addressed to all the heirs of the deceased debtor or the acknowledgement must be addressed to all these heirs.'

Article 2246 of the French Civil Code: 'A calling in addressed to the principal debtor or his acknowledgement interrupts the period of prescription against the surety.'

Article 33 / JURISDICTION - APPLICABLE LAW

Pre-contractual and contractual relations are governed by French law and mainly the French Insurance Code.

Any legal action relating to this contract shall be subject to the exclusive jurisdiction of the French courts.

Article 34 / LANGUAGE

The language used in pre-contractual and contractual relations is French.

Article 35 / PREVENTION OF MONEY LAUNDERING

Anti-Money Laundering and the Financing of Terrorism
In order to comply with its legal obligations, the Insurer implements supervisory procedures intended for the fight against money laundering and the financing of terrorism and the application of financial penalties.

Article 36 / WHAT ARE THE LIMITS APPLICABLE IN THE EVENT OF FORCE MAJEURE?

The Assistance Provider cannot be held responsible for breaches of the assistance services due to force majeure or the following events: civil or foreign wars, notable political instability, popular movements, riots, acts of terrorism, retaliation, restrictions on the free passage of persons and goods, strikes, explosions, natural disasters, disintegration of the atomic nucleus, or delays in the performance of services resulting from these causes.

HOW TO SUBMIT A CLAIM

When the insured person wants to make an insurance claim, they must:

- > **Notify Gritchen Affinity in writing of any losses that would invoke the insurance cover within five working days (brought forward to two working days in the event of theft).**

These timeframes will begin once the insured person discovers the loss that would entail the arrangement of cover.

Once the timeframe has passed, the insured will be deprived of any right to compensation if the delay caused damage to the Company.

- > **Automatically declare to Gritchen Affinity the cover subscribed on the same risk by other insurers.**

Contract no. 102 92 73

FOR UP-TO-DATE AND QUICK MANAGEMENT OF YOUR INSURANCE CLAIMS

Log in to the website:

www.declare.fr

*(Send your documents and follow-up on
the status of your case at any time)*

Via email:

sinistre@declare.fr

FOR THE TRADITIONAL MANAGEMENT OF YOUR INSURANCE CLAIMS

By post:

Gritchen Affinity

Service sinistre (Claims department)

27 rue Charles Durand - CS70139

18021 Bourges Cedex



SIMPLE, RAPIDE ET CONNECTÉ ! DÉCLARER VOTRE SINISTRE SUR VOTRE MOBILE

Découvrez notre application smartphone **Safebooking**®,
Déclarez, suivez et complétez votre déclaration en temps réel...



DO YOU NEED ASSISTANCE?

When the incident occurs, in order to benefit from the cover defined above, it is imperative that you contact the Insurer's Assistance Centre prior to any provision of services. A case number will then be issued, which alone will justify management of the services provided.

THE ASSISTANCE CENTRE IS AVAILABLE 24 HOURS A DAY AND 7 DAYS A WEEK

- > By telephone on 01 49 93 73 83

Don't forget to mention:

- *The contract number that appears on your subscription notice / insurance certificate **Contract no. 102 92 73***
- *The nature of the assistance needed*
- *The address and phone number where you can be reached.*

EPIDEMIC EXTENSION Assurlodge Contract 102 92 73

The Epidemic extension can only be subscribed in addition to the **ASSURLODGE NO. 10292 73** contract.

TABLE OF BENEFITS

INSURANCE GUARANTEES	CEILING
<p>Subject to the eligibility conditions and exclusions detailed in this Information Notice</p>	
<p>1 / CANCELLATION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Death following Covid-19 infection • Serious illness or disease following Covid-19 infection • Infection with Covid-19 • Refusal of boarding by the means of transport reserved following temperature measurement • Case of Contact with Covid-19 	<p>Maximum compensation of 20 000 € / file Without deductible</p>
<p>2/ LATE ARRIVAL</p> <ul style="list-style-type: none"> • Serious illness or disease following Covid-19 infection • Infection with Covid-19 • Refusal of boarding by the means of transport reserved following temperature measurement • Case of Contact with Covid-19 	<p>Maximum 3 days of refundable rental Deductible of one day</p>
<p>3 / INTERRUPTION OF STAY</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interruption of stay following illness or death due to a Covid-19 infection during the stay. 	<p>Maximum compensation of 20 000 € / file Deductible of one day</p>
<p>4/ HOTEL EXPENSES FOLLOWING QUARANTINE FOR DISEASE</p> <ul style="list-style-type: none"> • extension of stay following quarantine 	<p>Hotel fee 80 € per file / Max 7 nights </p>

DEFINITIONS

Epidemic

The appearance of a large number of patients in a given place as a result of a disease.

Pandemic

Global spread of disease.

Disease

Sudden and unpredictable alteration of health observed by a competent medical authority.

Serious illness

Sudden and unpredictable alteration of health as detected by a competent medical authority resulting in the issuance of a prescription for the use of medications for the benefit of the patient and involving the cessation of any professional or other activity.

Person negative for Covid-19

A person is negative for Covid-19 if an approved medical test attests that he is not infected with Covid-19 or that he is no longer contagious if she has previously been infected.

Person infected or positive with Covid-19

A person is positive for Covid-19 if an approved medical test attests that he is infected with Covid-19, with or without symptoms.

Quarantine for disease

Isolation of the person, in the event of proven illness, decided by a competent medical authority, for the purpose of avoiding a risk of spreading said illness.

Contact case: Persons identified and contacted by their primary care physician, health insurance services or the Regional Health Agency (ARS) as having been in high-risk contact with a person with Covid-19.

1/ CANCELLATION

As a partial departure from articles 1-4 and 23 of the terms and conditions of the contract

The Insured is covered by the guarantee for the reasons and circumstances listed hereafter, to the exclusion of all others, within the limit indicated in the Table of Benefits:

- Death of the Insured following infection with Covid-19 and before the stay
- Serious illness or illness of the Insured following infection with Covid-19 before the stay and making it impossible to be present at the place of stay.
- Insured Positive for Covid-19 before the stay and making it impossible to be present at the place of stay.
- Insured who has been refused boarding on the reserved means of transport following a positive temperature test, provided that the Insured has had a test within 48h of the refusal of boarding and that:
 - Either this test attests that the Insured is positive for Covid-19, making it impossible for the Insured to be present at the place of stay more than 60% of the expected duration.
 - Or this test attests that the insured is negative for Covid-19 but that the delay caused by a delayed departure makes his presence at the place of stay less than 60% of the expected duration.
- Insured who is a contact case, provided that the insured has had a test performed within 48h of his notification of contact case and that:
 - Either this test attests that the Insured is positive for Covid-19, making it impossible for the Insured to be present at the place of stay more than 60% of the expected duration.
 - Or this test attests that the insured is negative for Covid-19 but that the delay caused by a delayed departure makes his presence at the place of stay less than 60% of the expected duration.

The Insured is covered by the guarantee if the reasons or circumstances listed relate to:

- - Any person usually living in the insured's home,
 - A person expected to accompany the Insured during his stay and insured under the contract.
 - A member of the insured's family who does not usually live in the insured's home (ascendant or descendent), and who is hospitalized or deceased.

It is up to you to establish the reality of the situation that entitles you to our benefits. As such, we reserve the right to refuse your request, on the advice of our doctors, if the information provided does not prove the materiality of the facts.

WHAT WE EXCLUDE

The Cancellation guarantee does not cover the impossibility of leaving linked to the physical organization, the conditions of accommodation or the security of the destination.

In addition to the exclusions common to all guarantees, the following are also excluded:

- ◆ **An event, illness or accident that has been the subject of a first observation, relapse, worsening or hospitalization between the date of purchase of the stay and the date of subscription of the insurance contract,**
- ◆ **Any circumstance that is only a mere inconvenience,**

- ◆ **Forgotten vaccination,**
- ◆ **Failure of any kind, including financial, of the carrier making it impossible to fulfil its contractual obligations,**
- ◆ **Any medical event whose diagnosis, symptoms or cause are mental, psychological or psychiatric in nature and which has not resulted in hospitalization for more than 3 days following the subscription of this Contract,**
- ◆ **Any other event that occurred between the date of subscription of the insurance contract and the departure date of your trip**
- ◆ **Any event between the date of booking the travel and the date of taking out the insurance contract.**
- ◆ **The absence of hazard,**
- ◆ **An act that is intentional and/or objectionable under the law, the consequences of alcoholic states and the use of drugs, any narcotic substance referred to in the Public Health Code, drugs and treatments not prescribed by a physician,**
- ◆ **Travel to a geographical destination that is not recommended by the French Ministry of Foreign Affairs,**
- ◆ **An act of negligence on your part,**
- ◆ **Any event which could be the responsibility of the travel agency under the current Tourism Code,**
- ◆ **Failure, regardless of the reason, to present documents essential for the stay, such as passport, identity card, visa, transport tickets, vaccination record, except in the event of theft, within 48 hours of departure, of the passport or identity card.**
- ◆ **The consequences of health measures taken by competent authorities at the local, regional, national or international level to limit the movement of goods and persons: Containment, border closures or limitations of conditions of entry into national territories.**

2/ LATE ARRIVAL

As an exception to Article 23 of the general conditions of the contract

The Insured is covered for the reasons and circumstances listed below, excluding all others, to the extent specified in the Table of Benefits:

- Serious illness or illness of the Insured following infection with Covid-19 before the stay and making it impossible to be present at the place of stay for less than 60% of the expected duration.
- Insured Positive for Covid-19 before the stay and making his presence at the place of stay impossible for less than 60% of the expected duration.
- Insured who has been refused boarding on the reserved means of transport following a positive temperature test, provided that the insured has had a test performed within 48h of the refusal of boarding and that:
 - Either this test attests that the Insured is positive for Covid-19, making his presence impossible at the place of stay less than 60% of the expected duration.
 - Or this test attests that the Insured is negative for Covid-19 and that the delay caused by a delayed departure makes his presence impossible at the place of stay less than 60% of the expected duration.
- Insured who is a contact case, provided that the insured has had a test performed within 48h of his notification about the contact case and that:
 - Either this test attests that the Insured is positive for Covid-19, making his presence impossible at the place of stay less than 60% of the expected duration.
 - Or this test attests that the Insured is negative for Covid-19 and that the delay caused by a delayed departure makes his presence impossible at the place of stay less than 60% of the expected duration.

The Insured is also covered if the reasons or circumstances listed relate to:

- Any person usually living in the insured's home,
- A person to accompany the Insured during his stay and insured under the contract.
- A member of the insured's family who does not usually live in the insured's home (ascendant or descendent), who is hospitalized or deceased.

It is up to you to establish the reality of the situation that entitles you to our benefits, so we reserve the right to refuse your request, on the advice of our doctors, if the information provided does not prove the materiality of the facts.

In no case will the amount of compensation for late arrival be higher than the cost of cancellation of the trip.

DEDUCTIBLE

In all cases, the Company will indemnify the Insured subject to deduction of a deductible specified in the Table of Benefits.

LIMITATION OF GUARANTEE

In all cases, the compensation may not exceed the ceiling specified in the Table of Benefits.

EXCLUSIONS

Similarly, in addition to the general exclusions provided for in the following general provisions, late arrivals are not guaranteed following:

- Any event that occurred between the date of booking the trip and subscribing the contract
- Late application for a visa with the competent authorities, non-conformity of a passport and forgotten vaccination.

3/ INTERRUPTION OF STAYS

As a partial departure from Articles 3.4 and 23 of the terms and conditions of the contract

If you have to interrupt the stay covered by this contract, we will refund any unused rental benefits and any cleaning fees, for which you cannot request a refund, replacement or compensation from the service provider, in the event that you are required to leave and return the rental space to the hotel operator as a result of:

- Death following infection from Covid-19 involving your spouse or common-law partner, your ascendants or descendants (any degree), your guardian or any person usually living under your roof or of a person participating in the stay and insured under the contract.
- Serious illness or illness resulting from Covid-19 infection during the stay, involving yourself and/or persons accompanying you during your stay and insured under the contract.

For a rental, the interruption guarantee is granted provided that the rental is fully released.

DEDUCTIBLE

In all cases, the Company will indemnify the Insured subject to application of a deductible amount specified in the Table of Benefits.

LIMITATION OF GUARANTEE

In all cases, the compensation may not exceed the amounts set out in the Table of Benefits.

EXCLUSIONS

All interruptions for reasons other than the events listed in Article 1 "Nature and extent of guarantee" are excluded from this guarantee. Similarly, in addition to the general exclusions mentioned in the General Provisions hereafter, interruptions are not covered following:

- Illnesses or accidents that have been the subject of initial observation, treatment, relapse, worsening or hospitalization between the date of booking of the trip and the date of subscription of this contract;
- A pathology not stabilized which has been the subject of observation or treatment within 30 days before reserving the stay;
- Any event that occurred between the date of booking the trip and subscription of the contract
- The death of a parent when it occurs before the date of departure;
- The consequences of the sanitary measures taken by the competent authorities at the local, regional, national or international level to limit the movement of goods and persons: containment, border closures or limitations of conditions of entry into the territories.
- Beauty treatments, therapies, voluntary termination of pregnancy, in vitro fertilization and its consequences, artificial insemination and its consequences, pregnancy;
- A psychological, mental or depressive illness without hospitalization or resulting in hospitalization of less than 2 days.

4 / HOTEL EXPENSES FOLLOWING QUARANTINE FOR ILLNESS

If you are obliged to extend your stay **following your quarantine for illness**, we will cover the hotel costs (room and breakfast) as well as those of your family members participating in the stay or of an insured companion, up to the amount shown in the Table of Benefits.

LIMITATION OF GUARANTEE

In all cases, the compensation may not exceed the amounts set out in the Table of Benefits.

HOW SOON SHOULD YOU DECLARE THE LOSS?

Two steps

1/ As soon as you become aware of being in one of the situations described that are eligible for cover, you must immediately notify **your real estate agency**.

If you cancel the trip at a later date with your agency, we will refund the cancellation fee only from the date of the contraindication noted by a competent authority, in accordance with the cancellation schedule set out in the travel agency's special conditions of sale.

2/ In addition, you must report the loss to **GRITCHEN AFFINITY**, within five working days of the event triggering the guarantee.